 

Etude « Profil des Enfants et Jeunes Migrants (EJM) et cartographie des acteurs et services de protection des enfants en Côte d’Ivoire, Guinée, Gambie et Sénégal »



 **RAPPORT DE CAPITALISATION**

**Consultante principale** : Marie-Charlotte Bisson

Président du Comité Scientifique Bade : Me Mactar Diassi

|  |
| --- |
|  |

**Table des matières**

[Liste des Acronymes 2](#_Toc62429468)

[Introduction 3](#_Toc62429469)

[I. Méthodologie de l’étude 5](#_Toc62429470)

[1. Méthode de collecte et publics cibles 5](#_Toc62429471)

[2. Coordination des équipes dans le contexte de la Covid 19 12](#_Toc62429472)

[3. Obstacles et forces de l’étude 13](#_Toc62429473)

[II. Résumé exécutif de l’étude 18](#_Toc62429474)

[1. Analyse des profils EJM 18](#_Toc62429475)

[A. ANALYSE REGIONALE DES PROFILS 18](#_Toc62429476)

[B. ANALYSE DES PROFILS PAR PAYS 19](#_Toc62429477)

[2. Les raisons de la migration 21](#_Toc62429478)

[A. ANAYSE DES RAISONS DE LA MIGRATION AU NIVEAU REGIONAL 21](#_Toc62429479)

[B. ANALYSE DES RAISONS DE LA MIGRATION PAR PAYS 21](#_Toc62429480)

[3. Analyse des services et pratiques de protection 23](#_Toc62429481)

[A. ANALYSE DU CADRE INSTITUTIONNEL REGIONAL 23](#_Toc62429482)

[B. ANALYSE DU CADRE INSTITUTIONNEL PAR PAYS 25](#_Toc62429483)

[4. Analyse des routes migratoires 28](#_Toc62429484)

[A. ANALYSE DES ROUTES MIGRATOIRES AU NIVEAU REGIONAL 28](#_Toc62429485)

[B. ANALYSE DES ROUTES MIGRATOIRES PAR PAYS 28](#_Toc62429486)

[III. Recommandations pour le projet PROTEJEM 30](#_Toc62429487)

Liste des Acronymes

|  |  |
| --- | --- |
| CEDEAO | Communauté Economique des Etats d’Afrique de l’Ouest |
| EJM | Enfant et Jeunes Migrants |
| EJT | Enfants et Jeunes Travailleurs |
| MAEJT | Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs |
| OIM | Organisation Internationale des Migrations |
| SCI | Save the Children International |
| SPE | Système de Protection de l’Enfant |
| Tdh | Terre des hommes Fondation |

Introduction

La présente étude s’inscrit dans un contexte particulier lié à la pandémie de Covid19, mais aussi du fait d’un changement brusque dans les tendances migratoires vers l’Europe. En effet, entre le début de l’étude en juillet 2020 et sa finalisation au début de l’année 2021, la route migratoire atlantique entre les côtes gambiennes, sénégalaises, mauritaniennes et marocaines et les îles Canaries s’est fortement accélérée à partir du mois d’octobre 2020. Cette tendance est confirmée par les chiffres officiels du Ministère de l’Intérieur espagnol selon lesquelles 8'100 personnes migrantes étaient arrivées sur les côtes canariennes entre le 1er janvier et le 15 octobre 2020. Ce sont ainsi plus de 23'000 entrées maritimes cumulées qui ont été enregistrées sur toute l’année 2020 au niveau de l’archipel espagnol. Cette augmentation des arrivées maritimes aux îles Canaries de 757% par rapport à l’année 2019, s’est convertie en crise humanitaire sur le territoire espagnol où des centaines, voire des milliers de migrants, y inclus des enfants, ont été placés dans un camp provisoire sur le port d’Arguineguin (Grande Canarie) dans des conditions de violation des droits de l’Homme dénoncées par le défenseur du peuple espagnol. La route atlantique s’est également convertie, en cette fin d’année, en la plus meurtrière des routes maritimes permettant de rejoindre l’Union Européenne avec une estimation d’1 personne disparue en mer pour 16 personnes qui rejoignent les côtes en vie, d’après le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies. La plupart de ces migrants sont de jeunes sénégalais.

**Rappel des Termes de Référence de l’étude**

Depuis le début de l’année 2020, Save the Children et Terre des hommes ont démarré le projet PROTEJM au Sénégal, Gambie, Guinée et Côte d’Ivoire, dont l’objectif est de Contribuer à la création **d’un environnement protecteur** pour les **enfants et jeunes migrant(e)s** avec des **services sociaux adaptés, accessibles et de qualité.** Afin de fournir aux enfants et aux jeunes migrant·e·s (EJM) une assistance et une protection de qualité à travers leur accès aux services de base à différentes étapes migratoires (OS1) et de renforcer les capacités et la coordination (et articulation) des acteurs institutionnels et communautaires pour fournir une assistance de qualité pour la protection des enfants et jeunes migrant(e)s, les deux ONGs, leaders en Protection de l’Enfance, ont fait appel au Bureau Africain d’Etude sur les Droits de l’Enfant (BADE) pour réaliser une étude clef qui permettra d’asseoir la mise en œuvre du projet.

Il est donc attendu de cette étude qu’elle permette d’identifier, de manière participative, les besoins des EJM tout en les mettant en parallèle avec les réponses existantes. Le diagnostic, présenté pour chacun des quatre pays dans un rapport de profils et un rapport de cartographie, permettra au projet PROTEJEM de renforcer les capacités des acteurs, y inclus les mécanismes de coordination et de référencement, là où des gaps sont identifiés.

**Présentation du rapport de capitalisation**

Le présent rapport de capitalisation permet de revenir sur les leçons apprises dans la mise en œuvre de cette étude qui revêt un certain caractère pilote en ce qu’elle a été réalisée dans un contexte de fermeture des frontières due à la pandémie de Covid19. De ce fait, les consultant·e·s composant l’équipe ne se sont jamais rencontrés physiquement et ont maintenu des contacts uniquement par voie électronique.

Cette capitalisation est également l’occasion de faire ressortir les tendances régionales qui sont ressorties de l’étude que ce soit au niveau des EJM rencontrés dans les quatre pays, des routes migratoires observées ainsi que des acteurs et services de prise en charge, y inclus les différents cadres nationaux de prise en charge des EJM.

Enfin, afin d’accompagner au mieux la mise en œuvre du projet PROTEJEM, les conclusions et recommandations régionales et/ou communes aux quatre pays seront rappelées.

I. Méthodologie de l’étude

# Méthode de collecte et publics cibles

**Calendrier de recherche** (les dates diffèrent légèrement en fonction des pays)**:**

|  |  |
| --- | --- |
| **Dates** | **Activités réalisées** |
| **21 juillet 2020** | Réunion de cadrage |
| **30 juillet 2020** | Soumission de la note méthodologique détaillée |
| **Du 4 au 7 août 2020** | Réalisation des entretiens institutionnels régionaux (ONGI et UN) + recherche documentaire |
| **Tout au long du mois d’août** | Réalisation des entretiens institutionnels nationaux (ONG et UN) + recherche documentaire |
| **6 août 2020** | Soumission du plan d’analyse des données |
| **Du 7 au 23 août 2020** | Elaboration et validation des outils de collecte |
| **Du 24 août au 5 septembre** | Réalisation des enquêtes, entretiens institutionnels et groupes de discussion |
| **Du 5 au 15 septembre 2020** | Elaboration et validation des masques de saisie de la base de données |
| **Du 16 au 30 septembre 2020** | Saisie des données |
| **Du 9 au 11 octobre 2020** | Soumission des Aide-mémoire |
| **Du 20 octobre au 3 décembre 2020** | Elaboration des rapports profils et de cartographie |

**Présentation résumée des activités de recherches**

* **Etude documentaire**

Pour chaque pays ainsi que pour le niveau régional, une liste documentaire a été élaborée en collaboration avec les points focaux et la CMU du projet PROTEJEM.

* **Focus Groups auprès des EJM** :

Afin d’atteindre l’échantillonnage établi pour cette étude, les équipes nationales d’enquêt·eur·rice·s, avaient la possibilité de réaliser des groupes de discussion (ou focus groups). Cette méthode présente également un grand intérêt pour mettre en perspective les données recueillies lors des entretiens individuels.

Ces groupes de discussion se sont réalisés comme suit :

* Les groupes étaient composés de 6 à 8 personnes au maximum ;
* Les groupes étaient organisés en fonction du sexe des EJM ;
* 2 facilitateurs devaient être présents (1 animateur et 1 observateur/preneur de notes) ;
* Des jeux et des dynamiques de groupes étaient proposés par la coordination de l’étude.
* **Entretiens individuels auprès des EJM :**

Les entretiens individuels se sont réalisés dans des lieux ouverts, le plus souvent sur le lieu de travail de l’EJM, et en binôme.

Des questions « chapeau » ont été définies afin de ne pas poser une liste de questions et laisser aux enfants la liberté de conter leur expérience vitale.

* **Lignes de vie d’EJM**

Seuls les enquêteurs déjà formés et expérimentés sur la technique de la ligne de vie ont pu mettre en œuvre cette méthode. C’est donc uniquement l’équipe du Sénégal qui a été en mesure de réaliser des lignes de vie.

Cette méthodologie consiste à inviter l’enfant à conter sa vie en représentant les étapes difficiles ou douloureuses par des pierres et les étapes heureuses par des fleurs

* **Focus Groups auprès des acteurs communautaires (y inclus les familles)**

Comme pour les EJM, les enquêt·eur·rice·s ont eu la possibilité de réaliser des focus groups avec les acteurs communautaires.

* Les groupes étaient organisés par profils : mères / pères / leaders religieux / Chefs de communauté.
* Lorsque possible, 2 facilitateurs étaient mobilisés
* Les questions principales issues des questionnaires individuels étaient posées.
* **Entretiens individuels auprès des acteurs et services communautaires et institutionnels :**

Une grille simplifiée de question a été élaborée pour les acteurs institutionnels se trouvant au niveau stratégique / décisionnel. En effet, ces derniers n’intervenant pas directement dans la fourniture de service, ils ont surtout apporté leur vision stratégique ainsi que leur intervention au niveau national.

Pour les services proprement dit, ainsi que pour les acteurs communautaires intervenant auprès des EJM, une grille de questions suivant les étapes des procédures standard de prise en charge des EJM de la CEDEAO a été administrée aux professionnels travaillant directement avec les EJM mais aussi aux acteurs communautaires pour comprendre leurs pratiques auprès des EJM.

* **Observations :**

Une grille d’observation des services a été élaborée. Elle a permis de compléter certains entretiens individuels avec les acteurs institutionnels rencontrés.

**Méthode d’échantillonnage :**

Au vu de la difficulté de déterminer, même approximativement, la population totale correspondant aux groupes cibles de l’étude dans les zones ciblées par le projet PROTEJEM, il a été décidé de calculer l’échantillonnage de l’étude sur la base du nombre de bénéficiaires dudit projet. La formule de calcul utilisée est la suivante :

n = Taille de l’échantillon (nombre d’individus à interviewer)

N = Taille de la base de sondage (nombre d’individus) total)

z = 1,96 (z-score avec un niveau de confiance de 95%)

p = degré de variabilité (50%)

e = marge d’erreur (5%)

La population de base pour les EJM était donc la suivante :

* 13'500 EJM pour la Gambie et le Sénégal ensembles (soit 62 EJM à rencontrer sur chacun des 6 sites ciblés) ;
* 9'000 EJM pour la Guinée (soit 74 EJM à rencontrer sur chacun des 5 sites ciblés) ;
* 7'200 EJM pour la Côte d’Ivoire (soit 91 EJM à rencontrer sur chacun des 4 sites ciblés).

Le nombre d’acteurs institutionnels a été déterminé sur la base d’une liste de services existants accordée entre le point focal pays PROTEJM et le ou la consultant·e national·e.

Quant aux acteurs communautaires et familles, leur nombre a été prédéterminé en fonction de la faisabilité que cela représentait en fonction du nombre de jours d’enquêtes et d’enquêteur·rice·s disponibles sur le terrain.

Ainsi, comme il est indiqué en détail dans les tableaux 1, 2, 3 et 4 ci-dessous, le nombre de répondants aux enquêtes et de participants aux groupes de discussions se décline comme suit :

**Au total, 1’102 EJM, 303[[1]](#footnote-1) acteurs communautaires et familles** et **179 acteurs institutionnels** ont été rencontrés.

Les bureaux régionaux des principales agences partenaires du projet PROTEJEM ont également été rencontrés dans le cadre de cette étude : Bureau Régional de Save the Children, Bureau Régional de l’OIM, Bureau Régional de l’Unicef, Caritas, Croix Rouge, Service Social International (SSI), Enda et le Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT) et Educo.

**Tableau 1 :** Récapitulatif des EJM rencontrés lors des entretiens individuels et groupes de discussion :

|  |
| --- |
| **Enfants et Jeunes Migrants** |
| **Pays** | **Localité** | **Echantillon EJM initial** | **Entretiens individuels réalisés** | **EJM Filles individuels** | **EJM garçons individuels** | **# FG (6-8) EJM réalisés** | **EJM FGD (approx)** | **EJM Filles dans les FGD** | **EJM garçons dans les FGD** |
|  **< 18 ans** | **> ou = 18 ans** | **Age manquant** |  **< 18 ans** | **> ou = 18 ans** | **Age manquant** |  **< 18 ans** | **> ou = 18 ans** |  **< 18 ans** | **> ou = 18 ans** |
| **Sénégal** | Dakar | 62 | **27** | 3 | 2 | 0 | 14 | 6 | 2 | 4 | 32 |   |   |   |   |
| kaolack | 62 | **14** | 5 | 0 | 0 | 8 | 1 | 0 | 6 | 48 |   |   |   |   |
| Kolda | 62 | **31** | 0 | 5 | 0 | 7 | 19 | 0 | 5 | 40 |   |   |   |   |
| Tamba | 62 | **14** | 3 | 2 | 0 | 9 | 0 | 0 | 6 | 48 |   |   |   |   |
| **Gambie** | Banjul | 0 | **0** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |   |   |   |   |   |
| Farafegne | 62 | **38** | 3 | 9 | 0 | 7 | 19 | 0 | 3 | 24 | 1 | 4 | 6 | 13 |
| Soma | 62 | **38** | 0 | 12 | 0 | 3 | 23 | 0 | 3 | 24 | 0 | 0 | 0 | 24 |
| **TOTAL SENEGAMBIE** | 374 | **162** | **14** | **30** | **0** | **48** | **68** | **2** | **27** | **216** | **1** | **4** | **6** | **37** |
| **44** | **118** | **5** | **43** |
| **Guinée** | Conakry  | 74 | **9** | 5 | 1 |   | 1 | 2 |   | 9 | 68 | 32 | 0 | 34 | 2 |
| Mamou | 74 | **12** | 1 | 4 |   | 1 | 6 |   | 8 | 56 | 7 | 19 | 3 | 27 |
| Pita  | 74 | **22** | 0 | 0 |   | 9 | 13 |   | 5 | 36 | 13 | 0 | 14 | 9 |
| Labe  | 74 | **9** | 0 | 0 |   | 2 | 7 |   | 7 | 52 | 0 | 0 | 14 | 38 |
| koundara | 74 | **28** | 5 | 0 |   | 5 | 18 |   | 7 | 47 | 0 | 0 | 19 | 28 |
| **TOTAL GUINEE** | 369 | **80** | **11** | **5** |  | **18** | **46** |  | **36** | **259** | **52** | **19** | **84** | **104** |
| **16** | **64** | **71** | **188** |
| **Côte d‘Ivoire** | Abidjan  | 91 | **98** | 22 | 18 |   | 14 | 44 |   | **0** |  | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bouaké  | 91 | **96** | 1 | 2 |   | 65 | 28 |   | **0** |  | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Korhogo  | 91 | **96** | 6 | 15 |   | 31 | 44 |   | **0** |  | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ferke | 91 | **95** | 3 | 4 |   | 82 | 6 |   | **0** |  | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **TOTAL CIV** | 365 | **385** | **32** | **39** | **0** | **192** | **122** | **0** | **0** | **0** |  |  |  |  |
| **71** | **314** | **0** | **0** |
| **TOTAL 4 PAYS** | 1108 | **627** | **131** | **496** | 63 | **475** | 76 | 231 |

**Tableau 2 :** Résumé des EJM participants à l’étude.

|  |
| --- |
| **Enfants et Jeunes Migrants** |
| **Pays** | **Total Entretiens individuels réalisés** | **EJM Filles individuels** | **EJM garçons individuels** | **Total EJM FGD (approx)** | **Total EJM** |
|   |   | **ENFANT** | **JEUNE** | Age manquant | **ENFANT** | **JEUNE** | Age manquant |   |   |
| **TOTAL SENEGAL** | 86 | 11 | 9 | 0 | 38 | 26 | 2 | 168 | 254 |
| **TOTAL GAMBIE** | 76 | 3 | 21 | 0 | 10 | 42 | 0 | 48 | 124 |
| **TOTAL GUINEE** | 80 | 11 | 5 | 0 | 18 | 46 | 0 | 259 | 339 |
| **TOTAL CIV** | 385 | 32 | 39 | 0 | 192 | 122 | 0 | 0 | 385 |
| **TOTAL 4 PAYS** | **627** | 57 | 74 | 0 | 258 | 236 | 2 | **475\*** | **1102** |
| **Total par genre** |  | 131 filles/femmes | 494 garçons/hommes |  |  |
| **Total par âge** |   | 315 enfants | 310 jeunes |   |   |

***\*****Les EJM participants aux FGD ne sont pas comptabilisés dans les données désagrégées.*

**Tableau 3** : Récapitulatif des familles et acteurs communautaires rencontrés lors des entretiens individuels et groupes de discussion :

|  |
| --- |
| **Acteurs Communautaires + Familles EJM** |
| **Pays** | **Localité** | **Echantillon initial par localité** | **Entretiens individuels Act. Com. réalisés** | **Act. Com Femmes individuelles** | **Act. Com Hommes individuels** | **FG (6-8) Act. Com. réalisés** | **FGD Femmes** | **FGD Hommes** |
| **Sénégal** | Dakar | 25 | **58** | 11 | 19 | **9** |   |   |
| kaolack | 25 |   |   |
| Kolda | 25 |   |   |
| Tamba | 25 |   |   |
| **Gambie** | Banjul | 0 | **0** | 0 | 0 | **0** | 0 | 0 |
| Farafegne | 25 | **38** | 15 | 23 | **0** |   |   |
| Soma | 25 | **1** | 2 | 4 |
| **TOTAL SENEGAMBIE** | 150 | **96** | **26** | **42** | **10** | **2** | **4** |
|  |
| **Guinée** | Conakry  | 25 | **31** | 0 | 31 | **10** | 0 | 70 |  |
| Mamou | 25 |  |
| Pita  | 25 |  |
| Labe  | 25 |  |
| koundara | 25 |  |
| **TOTAL GUINEE** | 125 | **31** | **0** | **31** | **10** | **0** | **70** |  |
|  |
| **Côte d‘Ivoire** | Abidjan  | 25 | **102** | 25 | 77 | **0** | 0 | 0 |  |
| Bouaké  | 25 | **0** |  |
| Korhogo  | 25 | **0** |  |
| Ferke | 25 | **0** |  |
| **TOTAL CIV** | 100 | **102** | **25** | **77** | **0** | **0** | **0** |  |
|  |
| **TOTAL 4 PAYS** | 375 | **229** | 51 | 150 | 20 | 2 | **74** |  |

**Tableau 4** : Récapitulatif des acteurs institutionnels rencontrés :

|  |  |
| --- | --- |
| **Acteurs institutionnels publics et structures de PEC privées** | **ONG/UN** |
| **Pays** | **Localité** | **Echantillon act. Inst. par localité** | **Entretiens individuels Act. inst. réalisés** | **Localité** | **Nombre d'ONG / Agence UN niveau national** | **Entretiens individuels ONG/UN réalisés** |
| **Sénégal** | Dakar | **16** | **27** | Dakar | **11** | **0** |
| kaolack | **5** | **6** | kaolack | **2** |
| Kolda | **5** | **6** | Kolda | **3** |
| Tamba | **5** | **4** | Tamba | **2** |
| **Gambie** | Banjul | **6** | **9** | Banjul | **11** | **4** |
| Farafegne | **4** | **6** | Farafegne | **1** |
| Soma | **4** | **7** | Soma | **1** |
| **TOTAL SENEGAMBIE** |  | **65** |  | **13** |
| **Guinée** | Conakry  | **12** | **11** | Conakry  | **32** | **18** |
| Mamou | **7** | **2** | Mamou | **4** |
| Pita  | **7** | **5** | Pita  | **7** |
| Labe  | **7** | **3** | Labe  | **7** |
| koundara | **7** | **5** | koundara | **7** |
| **TOTAL GUINEE** |  | **26** |  |  | **43** |
| **Côte d‘Ivoire** | Abidjan  | **12** | **9** | Abidjan  | **18** | **6** |
| Bouaké  | **5** | **4** | Bouaké  | **1** |
| Korhogo  | **5** | **5** | Korhogo  | **2** |
| Ferke | **5** | **4** | Ferke | **1** |
| **TOTAL CIV** |  | **22** |  |  | **10** |
| **TOTAL 4 PAYS** |  | **113** |  |  | **66** |

# Coordination des équipes dans le contexte de la Covid 19

Le travail de coordination, exclusivement à distance du fait des restrictions de voyage liées à la pandémie de Covid-19, a consisté à assurer la meilleure homogénéité dans les quatre pays ciblés par l’étude, au niveau de la compréhension par les consultantes nationaux des TdR, de la méthodologie élaborée (utilisation des outils d’enquête, de la base de données), des concepts ainsi que du contenu des livrables. Cet effort de coordination a également permis une mise en perspective régionale des différentes données analysées.

**Tableau 5** : Organisation de l’équipe de consultants

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Coordination Régionale** | **Appui M&E**R. Ndoye Mbaye | **Gestion administrative**Me M. Diassi | **Coordination technique**MC. Bisson |
| **A**ppui technique sur l’élaboration des outils d’enquête.**E**laboration des masques de saisie**A**ppui à l’analyse des tendances sur les profils EJM (catégorisations) | **G**estion administrative et légale**R**éseautage regional**G**arant du respect de la vision stratégique**A**nalyse des contextes régional et nationaux | **E**laboration des outils**G**arante du respect des principes de protection et approche genre**G**arante de la qualité et homogénéité des livrables**A**nalyse des données (appui aux consultants pays) |
| **Coordination Nationale** | **Sénégal** | **Gambie\*** | **Guinée** | **Côte d’Ivoire** |
| R. Ndoye Mbaye | H. Badji | Pr. ML. Dioubaté | Pr M. Doumbia |
| **A**nalyse du contexte national (données secondaires)**F**ormation et Supervision des enquêteurs au niveau de leur pays**T**raitement des données**A**nalyse des données primaires**R**édaction des fiches « profile EJM », cartographies et rapports complémentaires\*Pour Gambie : supervision et appui technique Experte Sénégal + Consultante principale |
| **Equipes Nationales** | **Dakar**2 enquêteurs**Koalak**2 enquêteurs**Kolda**2 enquêteurs**Tambacounda**2 enquêteurs | **Farafenni** 3 enquêteurs**Soma**3 enquêteurs**Banjul**Consultant pays + 1 assistant (entretiens institutionnels) | **Conakry**1 superviseur + consultant pays + 2 enquêteurs**Mamou**1 superviseur + 3 enquêteurs (dont 2 travailleurs sociaux de la Croix Rouge)**Koundara / Pita / Labé**1 superviseur + 2 travailleurs sociaux par site  | **Abidjan**Équipe 3 collaborateurs et 5 enquêteurs (2H/3F)**Korhogo**1 superviseur + 3 enquêteurs (2H/1F)**Ferkésségougou**1 superviseur + 3 enquêteurs (2H/1F)**Bouaké** 1 superviseur + 3 enquêteurs (2F/1H) |

**Compréhension commune des TdR de l’étude et des concepts :**

Afin d’assurer cette compréhension commune de la part des consultants nationaux ainsi que de leurs équipes respectives présentes dans chaque pays, une communication régulière et collective s’est mise en place dès le début de l’étude. Une réunion spécifique a été réalisée pour présenter le projet PROTEJEM et les TdR de l’étude dès le début du processus. Une session de formation a églement été réalisée avec les expert·e·s nation·aux·ales et leurs équipes respectives (assistant·e·s et enquêt·eur·rice·s) sur les procédures standards de prise en charge des enfants en mobilité de la CEDEAO et sur l’Accompagnement Protecteur de l’Enfant.

**Conception des outils communs :**

L’homogénéité de l’étude dans les 4 pays passe également par l’élaboration d’outils et supports de travail communs. D’importants efforts ont été fournis pour l’élaboration des outils d’enquête qui ont été révisés, de manière scrupuleuse, lors de téléconférences entre la consultante principale et les expert·e·s nationaux·ales. Cette méthode, bien que chronophage, a permis une bonne appropriation des formulaires d’enquêtes par les expert·e·s qui ont pu, ensuite, former leurs équipes d’enquêteurs respectives.

Ces formulaires d’enquête ont été retranscrits sur le logiciel SPSS. Les contributions de chacun et chacune ont permis d’obtenir des masques répondant à toutes les inquiétudes des membres de l’équipe (par exemple, la prise en compte des questions à choix multiple). Pour laisser une certaine flexibilité aux expert·e·s, il a été convenu de laisser des variables vides dans les masques laissant la possibilité de catégoriser les réponses ouvertes. Ces mesures ont été prises afin que les masques, une fois remplis avec les données collectées, soient fusionnés avec une plus grande facilité.

Enfin, afin de guider l’analyse des données dans leur contenu et leur organisation, des canevas (templates) contenant les questions et éléments d’analyse ont été élaborés. Cette méthode est efficace, non seulement pour assurer des livrables harmonisés, mais aussi pour canaliser les réflexion et analyse de chaque expert·e. Néanmoins, cela présente aussi l’inconvénient de limiter la partie analytique pour se centrer sur le « remplissage » des parties même si les informations demandées ne sont pas pertinentes dans le contexte du pays.

# Obstacles et forces de l’étude

**Difficultés**

*Difficultés au niveau de la collecte de données*

* Difficulté à associer les femmes et les filles aux entretiens individuels et aux groupes de discussion en Guinée. En général, les tuteurs et/ou tutrices des filles n’ont pas voulu les laisser participer aux entretiens et groupes de discussion. Également, en Côte d’Ivoire, bien que la présence de jeunes filles victimes d’exploitation sexuelle ou de transaction sexuelle soit avérée dans les villes où se sont déroulées les enquêtes, les enquêteurs n’ont pas pu les rencontrer.
* Difficulté pour gagner la confiance des enfants : le manque de confiance est avant tout attribué à la crainte d’être « dénoncés » ou rapatriés.
* Difficulté liée à la dangerosité de certains lieux (Sénégal) : les équipes du Sénégal ont parfois réalisé les entretiens au niveau des décharges où vivent des groupes d’EJM organisés en bandes.
* Difficulté d’accès de certains sites du projet du fait de la saison des pluies. C’est en Guinée que le plus de difficultés d’accès aux villes de l’intérieur ont été rencontrées du fait du mauvais état des routes.
* Du fait de la crise sanitaire de covid19 et de la période estivale, les consultant·e·s se sont souvent trouvé·e·s confronté·e·s à l’absence des acteurs institutionnels publics.
* Toujours en lien avec la crise sanitaire, il a parfois été difficile de faire respecter aux EJM les gestes barrières pendant les entretiens. Ces derniers ont souvent fait comprendre aux enquêteurs et enquêtrices que la pandémie n’était pas un problème comparé aux défis quotidiens de survie.
* Si les élections présidentielles qui se sont tenues en Côte d’Ivoire en octobre de cette année n’ont pas eu d’impact sur la bonne réalisation de l’étude, il n’en est pas de même pour la Guinée, où les élections qui se sont tenues le même mois, ont donné lieu à d’importantes coupures internet, rendant difficile la communication avec l’expert national.

*Difficultés liées à la coordination non présentielle*

* La fréquence des échanges entre la coordination régionale est variable en fonction de la qualité ou disponibilité de connexion internet ainsi que du travail de terrain. Cette situation peut créer des vides de communication pendant lesquels la coordination ne peut pas superviser ni accompagner l’avancée des recherches
* Les réunions d’équipes, très utiles pour arriver à des outils consensuels ainsi que pour échanger sur les problèmes rencontrés et les bonnes pratiques mises en œuvre dans chaque pays, étaient difficile à organiser du fait de la mauvaise qualité de la connexion.
* La coordination non présentielle implique que la coordination régionale ne foule pas le terrain. Ce manque d’appréhension du terrain rend plus difficile le travail consistant à faire ressortir les tendances, ce dernier dépendant uniquement des statistiques et des échanges avec les consultants.

*Difficultés liées au profilage des EJM*

* Chaque enfant et chaque jeune est unique, ses raisons d’être entré en mobilité peuvent être multiples et ont pu changer depuis son départ, ses capacités de résilience et vulnérabilités peuvent évoluer en cours de migration.
* Ensuite, afin d’aider à identifier les profils, les formulaires d’enquête utilisés pour les entretiens individuels proposaient les 13 profils d’enfants migrants reconnus par la CEDEAO[[2]](#footnote-2). Il était donc demandé à l’enquêteur de cocher tous les profils qui correspondaient à chaque cas. Or, les profils de la CEDEAO sont, soit très hétérogènes (non basés sur des critères communs), soit ils se chevauchent facilement les uns et les autres (par exemple : « victime de travail illicite », « victime d’exploitation », « victime de maltraitance et d’abus » « victime de traite »). Au lieu d’aider les consultants à identifier les profils en se basant sur ces indices, cette sélection a été un facteur bloquant. Les tentatives de maintenir les profils CEDEAO se sont révélées être un échec puisqu’il était difficile de trouver un seul dénominateur commun dans chaque catégorie.
* Il est donc recommandé que la porte d’entrée visible pour le profilage soit l’occupation ou la raison de la migration et, au sein de ces profils, la vulnérabilité des sous-profils peut être mesurée en se basant sur les indices tels que l’âge, le sexe, le choix propre de la migration, le vécu passé ou présent de diverses violences ou encore le lien maintenu avec la famille d’origine.

**Forces de l’étude**

* Participation des Enfants et Jeunes travailleurs aux enquêtes : au Sénégal, la contribution des EJT a été très appréciée que ce soit pour la réalisation des enquêtes (ils ont grandement facilité l’identification des EJM et la mise en confiance) mais aussi pour réunir les parties prenantes dans leurs locaux. En Guinée, les EJT présents dans chaque ville de l’étude, ont pu donner leur avis sur les enquêtes et les premières tendances qui en ressortaient. Enfin, en Côte d’Ivoire, l’appui des EJT a été précieux au niveau d’Abidjan et Grand Bassam pour identifier les EJM.
* Collaboration avec des ONG partenaires : en Guinée, l’équipe a pu compter sur la participation de certains personnels de la Croix Rouge de Mamou pour réaliser les enquêtes. Leur connaissance du terrain et de la communauté a été d’un grand appui.
* Participation de travailleurs sociaux ou étudiants travailleurs sociaux : en Gambie, ce sont essentiellement des travailleurs sociaux qui ont réalisé les enquêtes et les groupes de discussions. Leur expérience de terrain et capacité de communication avec les enfants leur a permis d’atteindre les EJM les plus vulnérables, telles que les filles travailleuses du sexe. Au Sénégal, ce sont des étudiants travailleurs sociaux qui ont été sélectionnés pour réaliser les enquêtes, contribuant ainsi à leur formation.
* Participation d’étudiants issus des universités nationales : en Guinée et Côte d’Ivoire, les étudiants des universités nationales ont été impliqués dans cette étude.
* Atteinte d’un niveau de compréhension harmonisée des outils d’enquête dans toutes les équipes nationales de recherche  : très peu d’incohérences ont été décelées dans les réponses.

**Limites**

* Pour des raisons de temps, de nombreux questionnaires ne sont pas complets, rendant la représentation statistique moins fiable (les enquêteurs ont souvent dû revenir sur les lieux des entretiens pour essayer de retrouver les EJM qui avaient interrompus les entretiens pour retourner travailler) ;
* Le temps disponible dans les villes de l’intérieur était limité. Du fait de ce manque de temps, coïncidant parfois avec des journées de célébrations religieuses, les consultant·e·s n’ont pas toujours pu rencontrer tous les acteurs ciblés, comme les leaders religieux.
* Suivant les portes d’entrée choisies par les expert·e·s nationa·ux·les et superviseur·euse·s des enquêtes, certains profils EJM peuvent être sur ou sous-représentés. Par exemple, en Côte d’Ivoire, tout particulièrement à Bouaké ou à Korogho, les filles travailleuses du sexe n’ont pas pu être rencontrées alors même que les différents acteurs et services confirment que nombre d’entre elles sont des migrantes transfrontalières. Un autre exemple est celui des enfants talibés : bien qu’ils soient présents dans les villes visitées, il est possible qu’aucun marabout n’ait autorisé l’accès à leur école coranique. Ce biais méthodologique aurait pu être résolu si la période d’enquête avait été plus longue (2 semaines dédiées à ce travail de terrain) afin de laisser le temps aux enquêteurs d’identifier les portes d’entrée pertinentes (leaders communautaires, travailleurs sociaux) afin d’entrer en contact avec certains profils d’EJM, ou de gagner la confiance des EJM ou des tuteurs les plus méfiants, méfiance s’expliquant souvent par la volonté de cacher une réalité en non-adéquation avec la loi ou avec les mœurs.
* Evaluation des besoins des EJM : pour évaluer les besoins réels des EJM répondants, il aurait été nécessaire de disposer de plus de temps sur le terrain, pour gagner leur confiance mais aussi pour pouvoir observer leur environnement, leurs pratiques d’autoprotection tout comme les pratiques des acteurs communautaires. En effet, bien que la question des besoins ait été posée aux EJM, les réponses dans leur grande majorité, sont en lien avec la survie et le travail. Or plus les enfants sont jeunes moins leur vision est critique. Cela est aussi vrai pour les filles qui ont tendance à avoir moins conscience de leurs droits que leurs pairs de sexe masculin et, par conséquent, expriment moins de besoins ainsi que plus de satisfaction quant à leur situation (alors qu’elles sont plus vulnérables face aux risques d’exploitation, d’abus et de violences).

**Leçons apprises**

*Pour l’identification des EJM :*

* Il est important de diversifier les portes d’entrée pour l’identification des groupes cible et que ces dernières soient clairement identifiées dans le plan d’analyse des données. Il est notamment crucial de pouvoir s’appuyer sur des leaders/agents communautaires légitimes aux yeux de la population afin d’accéder plus facilement aux groupes d’EJM sous-représentés dans l’étude.
* Il est également important de compter sur des délais suffisants pour rencontrer l’ensemble des groupes cibles et, au sein de chaque groupe cible, les différents profils reportés par les acteurs communautaires et institutionnels.
* Dans de nombreux cas, et ceci dans les 4 pays, le temps d’entretien représente un manque à gagner pour les EJM qui, pour la plupart, exercent une activité économique. Il est donc recommandé de planifier les entretiens et focus groups en dehors des horaires de travail ou les jours de célébration religieuse.

*Pour la coordination :*

Malgré les efforts réalisés pour garantir l’harmonie des outils et des livrables, certains points d’amélioration de la méthodologie ont été relevés :

* *Choix de l’outils statistique* : le choix du logiciel statistique a fait l’objet de nombreux débats, que ce soit au sein de l’équipe de consultant·e·s comme entre les consultant·e·s et les bureaux pays de Save the Children et Terre des hommes dans les quatre pays. La méthode de collecte a aussi été longuement discutée puisque certains bureaux pays avaient proposé de fournir l’appui matériel aux équipes d’enquêteurs pour réaliser la collecte de données mobile (MDC en anglais). Il est donc recommandé que le logiciel statistique ainsi que les contributions du mandant et du mandaté à ce niveau (licence d’utilisation, formation des enquêteurs et consultants si le logiciel n’est pas maîtrisé par les consultants, prêts de smartphones et tablettes pour la MDC) fassent l’objet d’une clause contractuelle.
* *Saisie des données :* le temps de saisie des données avait été sous-estimé ce qui s’est répercuté sur la capacité de fusionner les masques des quatre pays et de dégager les tendances communes avant la réalisation des rapports.
* Le fait de laisser des variables vides dans le masque de saisie afin de permettre la catégorisation postérieure aux enquêtes est une très bonne pratique.
* Il est également essentiel de mieux estimer, de manière conjointe entre la coordination des consultants et la CMU, le coût et le temps de collecte en période de pandémie, le temps de dépouillement et de saisie des enquêtes ainsi que le temps d'analyse qui était nécessaire au vu de la taille de l'échantillon (1'584 personnes impliquées dans l’étude). Le temps d’élaboration des livrables aurait dû également être accordé de manière proportionnelle à la taille de l'échantillon. Il est important de relever que chaque livrable a été consciencieusement relu, corrigé et complété par la coordination. Cela a considérablement allongé la conception des livrables, mais a permis l’atteinte d’un certain niveau de qualité.

# II. Résumé exécutif de l’étude

# Analyse des profils EJM

## ANALYSE REGIONALE DES PROFILS

**Tableau 6 :** Mise en perspective des profils ressortis de l’étude dans chaque pays :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Côte d’Ivoire** | **Guinée** | **Sénégal** | **Gambie** |
| **Profil 1** | EJM de retour | EJM de retour | EJM de retour | EJM de retour |
| **Profil 2** | Enfants et jeunes étudiants coraniques | EJM étudiants (dont talibés) | EJM en situation de rue (dont talibés mendiants) | EJM étudiants (dont talibés) |
| **Profil 3** | EJM travailleurs | EJM travailleurs | EJM travailleurs et/ou étudiants | EJM en migration économique |
| **Profil 4** |  |  |  | EJM dont la migration est liée à une VBG |
| Mise en perspective des profils | Les profils ressortis de l’étude en CIV sont les mêmes qu’en Guinée. La différence principale est que les EJM étudiants et travailleurs sont des migrants transfrontaliers. Le travail agricole y est beaucoup plus représenté que dans les autres pays. Aussi, le nord de la CIV est un lieu de destination pour les enfants talibés venant des pays frontaliers. | En Guinée, les EJM étudiants et travailleurs présentent les mêmes vulnérabilités que leurs pairs en CIV et au Sénégal. La principale différence est qu’il·elle·s sont en migration interne. Même si ce n’est pas souvent explicite, la majorité d’entre eux et elles veulent ou pensent continuer la migration au-delà des frontières.  | Au Sénégal, c’est la situation de rue qui est venue établir une délimitation parmi les enfants en situation de mobilité. En effet, on y retrouve les enfants travailleurs exerçant une occupation bien définie et vivant à une adresse fixe. Ils s’opposent aux EJM en situation de rue parmi lesquels se trouvent les talibés exploités par la mendicité et les EJM vivant (ou survivant) dans la rue, exerçant des petits métiers ponctuels ou commettant des délits. Ils sont autant des enfants en mobilité interne que transfrontalière. | La Gambie présente cette particularité que certains EJM (majoritairement des filles) lient leur migration à la fuite de VBG ou au mariage. Elles n’étudient pas, ni ne travaillent.Aussi la catégorie des EJM économiques présente des caractéristiques différentes aux 3 autres pays : beaucoup n’ont pas de travail (mendicité et prostitution) et il·elle·s sont plus âgé·es. |

**Les grandes catégories demeurent les mêmes que dans l’étude « quelle protection pour les enfants en mobilité » de 2009.** Afin de faciliter l’exercice de profilage des EJM, deux grandes catégories sont ressorties des plus de 1'000 enfants et jeunes rencontrés dans le cadre de cette étude : d’un côté, les enfants et jeunes en mobilité et, de l’autre côté, les enfants et jeunes de retour ou stabilisés. Ces deux catégories ressortent également parmi les quatre groupes proposés par l’étude « Quelle protection pour les enfants en mobilité » qui les intitulent ainsi[[3]](#footnote-3) : « enfants en situation de mobilité » et « enfants sortis temporairement ou durablement de la mobilité ». Si au sein de chacune de ces catégories, on trouve des travailleurs, étudiants coraniques ou des jeunes sans occupation, leur réalité est différente de par leurs vulnérabilités : **les migrants de retour** sont plus âgés, majoritairement des hommes et ont vécu des traumatismes lors de leur voyage. Dans les quatre pays, c’est un profil très homogène. Les enfants en mobilité travailleurs sont plus jeunes, les filles y sont très représentées et souvent vulnérables face aux risques d’exploitation et de violences. Quant aux enfants talibés, ils sont très jeunes, particulièrement vulnérables aux violences et abus et voient leurs droits à l’éducation, santé et protection bafoués. Ils ne présentent donc pas les mêmes besoins que les migrants de retour qui décident d’étudier le Coran.

**Profils communs aux quatre pays :** Comme expliqué dans le tableau ci-dessus, les profils communs aux quatre pays sont les EJM de retour, les EJM travailleurs (ou partis pour des raisons économiques) et les EJM étudiants coraniques (enfants talibés). Les EJM partis pour étudier dans le système d’éducation formelle représentent une faible minorité de l’ensemble des EJM. Ils et elles travaillent en dehors des heures de classe pour aider leur famille d’accueil et sont plus résilients que leurs pairs travailleurs non étudiants.

**La situation des filles EJM :** Les filles et jeunes femmes sont sous représentées dans les statistiques car plus difficiles à identifier. Elles ont moins de liberté, travaillent plus au sein des foyers où elles sont plus exposées que les garçons, aux violences cachées. Le jugement moral tend également à les rendre invisibles. Pour illustrer ceci, il est intéressant et, aussi préoccupant, de remarquer que dans les 4 pays, les filles ou femmes victimes de transaction sexuelle n’ont jamais été indiquées comme telles par les enquêteurs alors même que la variable « prostitution » existait dans le formulaire d’enquête. Aussi, il n’est pas rare que les mesures de protection mentionnées par les acteurs rencontrés soient imprégnées de ces jugements moraux. Certains parlent de « moraliser » les filles

## ANALYSE DES PROFILS PAR PAYS

Côte d’Ivoire

La particularité présentée par les EJM rencontrés en Côte d’Ivoire est le caractère transfrontalier de la mobilité. En comparaison avec les autres pays, peu de migrants internes ont été identifiés. De l’analyse des caractéristiques principales des EJM, il ressort que les migrants sont en majorité jeunes, avec une moyenne d’âge de 16 ans. La majorité des EJM en mobilité provient du Mali et du Burkina Faso et sont en majorité des enfants et jeunes venus pour étudier le coran.

En dehors des enfants talibés, les autres EJM ont globalement fait le choix personnel de migrer et ceux qui ont été influencés, l’ont généralement été par la famille et les ami(e)s.

L’analyse du genre a permis de constater que les filles et les jeunes femmes fuient, dans une plus grande proportion que les garçons, les violences et l’exploitation dans leur famille d’origine. Pendant la migration, elles expriment également en plus grande proportion que les garçons, avoir été exposé aux violences sexuelles et à l’exploitation. De plus, on constate qu’elles sont autant à risque de vivre dans la rue que leurs homonymes masculins, tout en étant plus vulnérables que ces derniers dans ce contexte dangereux.

Guinée

Sur l’échantillon d’EJM rencontré en Guinée, dans le cadre de l’étude, tous et toutes (sauf un enfant sierra léonais), sont guinéens Les EJM en situation de mobilité sont donc en mobilité interne, bien que certains reconnaissent vouloir continuer leur projet migratoir au-delà des frontières. La violence et l’exploitation semblent être un dénominateur commun à la grande majorité des EJM rencontrés en Guinée. Ceux et celles qui sont d’abord partis pour des raisons économiques ont tendance à changer leur projet migratoire pour fuir ces violences souvent vécues au niveau des familles d’accueil.

Gambie

Les EJM rencontrés montrent plus de signes de vulnérabilité liées à leur occupation, sur la globalité de l’échantillon, que dans les autres pays. Il semble que de nombreux EJM ne voient pas d’autres alternatives de survie que la mendicité et la prostitution. Aussi, le profil des jeunes filles entrées en migration pour fuir des violences basées sur le genre ou envoyées par leurs familles pour se marier, n’a été identifié dans aucun autre pays de façon aussi claire.

Sénégal

*Les enfants et jeunes travailleurs* ont été identifiés comme étant les plus résilients face aux risques de violences, abus et exploitation. Néanmoins, il·elle·s manifestent globalement un manque d’implication dans des projets d’éducation ou de formation professionnelle ainsi qu’un manque de loisirs. Ceux et celles qui sont en mobilité depuis 10 ans ou plus ont une très faible estime de soi et perçoivent le voyage comme une erreur. Ces derniers présentent donc le risque de s’engager dans une migration dangereuse afin de sortir de l’impasse dans laquelle ils se trouvent. Ceux venus sans la responsabilité parentale pour poursuivre leur éducation se retrouvent souvent dans une situation de précarité*.*

Quant aux filles, elles sont globalement éduquées dans une culture d’acceptation de leur sort et d’attente de lendemains meilleurs. La réclusion et le manque de perspectives limitent leurs aptitudes de protection dans des situations d’abus. Elles ont aussi moins de loisirs, et leur estime de soi et aptitudes relationnelles sont plus limitées car le regard social intervient plus comme une pesanteur qu’un facteur de protection.

Parmi les EJM en situation de rue, se trouvent les enfants talibés et les EJM sans domicile fixe. Concernant ce profil, il faut relever que beaucoup de daaras informels, échappent au contrôle gouvernemental et communautaire et refusent toute ingérence dans leurs méthodes et fonctionnement. Quant aux EJM sans domicile fixe, ils souvent en conflit avec la loi, exposés à un niveau de violence et d’agressivité hors du commun. Ils présentent un tableau émotionnel à tendance dépressive.

# Les raisons de la migration

## ANAYSE DES RAISONS DE LA MIGRATION AU NIVEAU REGIONAL

Globalement, `pour 61% des EJM rencontrés, le choix de partir en migration était le leur. Pour les 39% qui disent avoir été influencés, 65% disent que c’est la décision de leurs parents biologiques ou tuteurs, 22% disent que c’est la décision de la famille élargie (le plus souvent un oncle ou une tante ou un grand frère). 5% ont été influencés par des pairs. Les 8% restants disent être partis en mobilité à cause de personnes qu’ils ne connaissaient pas ou bien de leur marabout. Parmi ces 8% certains disent aussi fuir les conflits, les violences ou la pauvreté : ils estiment ne pas avoir eu le choix de partir même si personne ne les y a poussé.

Quant aux raisons du départ[[4]](#footnote-4), globalement, la majorité (28%) voulaient devenir un homme ou une femme indépendant·e. 25% ont répondu avoir fui la pauvreté et/ou voulu aider leur famille et 23% ont voulu tenter l’aventure. Ces 3 raisons sont souvent liées et données cumulativement par le même répondant. Ensuite, 11,4% des EJM disent être parits du fait de l’abandon de leurs parents, 7,8% ont fui l’exploitation, 4,8% sont partis pour pouvoir préparer leur mariage, 8,3% ont fui les violences basées sur le genre et 7,8% les violences domestiques. Enfin, parmi les autres réponses (20%), l’étude du Coran est souvent mentionnée comme raison de départ. 69% des EJM disent être en contact avec leur famille d’origine.

## ANALYSE DES RAISONS DE LA MIGRATION PAR PAYS

Côte d’Ivoire

Les principales raisons de la migration, quelles que soient leurs formes, sont avant tout économiques, même s’il faut admettre que les violations des droits des enfants au sein des familles contribuent au choix de la migration pour certains enfants.

Guinée

Les EJM partent en majorité pour travailler et appuyer leur famille et/ou devenir indépendant. Le manque de participation et de considération au sein de leur famille semble être un motif de départ, bien que moins avoué que le motif économique, commun à la majorité de ces enfants et jeunes.

L’exploitation dont les EJM sont souvent victimes de la part de leurs proches, aussi bien pour les filles que pour les garçons, est également un facteur de migration, même si moins visible que la pauvreté. Le traumatisme quotidien, à travers les brimades, les injures, les bastonades, des travaux sans compensation financière poussent les enfants à fuir loin de leurs familles.

Aussi les filles sont plus facilement descolarisées et envoyées vers des destinations éloignées pour des mariages arrangés par les familles. On note d’ailleurs que les filles et jeunes femmes rencontrées ont tendance à accepter le rôle qui leur est octroyé et, de ce fait, ont tendance à relativiser et à mieux accepter que les garçons leurs conditions de violences et d’exploitation.

Gambie

La raison principale pour laquelle les EJM rencontrés ont entrepris leur projet de migration est la pauvreté (35%). 23% disent avoir voulu tenter l’aventure. Les études formelles ou coraniques concernent 17% des EJM rencontrés. La préparation du mariage est également un motif de départ pour 11%. Ce motif de mobilité concerne les deux sexes.

La rupture des systèmes de soutien familial apparaît comme étant une raison non négligeable de mobilité : abandon/orphelins (11 %), fuite de la violence au niveau familial ou communautaire comme les mariages forcés et les mariages d’enfants ainsi que d’autres pratiques socioculturelles comme les mutilations génitales féminines (10 %).

La moitié des répondant a affirmé que leur départ en mobilité était leur propre choix.

Sénégal

**La plupart des EJM n’ont pas choisi de partir** (69.8%), mais sentent qu’ils y ont été contraints par un parent ou une figure d’autorité, par force physique ou ignorance de leurs besoins ou intégrité. Certains sont partis en groupe (58.8%), d’autres tout seul (41.2%). Les raisons de la mobilité des enfants et des jeunes sont le plus souvent multiples et non exclusives. Elles concernent principalement trois grandes raisons : la recherche de l’apprentissage (formel ou informel), le souci économique et la survie face aux maltraitances et discriminations.

# Analyse des services et pratiques de protection

## ANALYSE DU CADRE INSTITUTIONNEL REGIONAL

**Le cadre institutionnel régional de gestion de la migration**

**Un cadre juridique régional de gestion de la mobilité** résulte du Protocole de 1979 de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d’établissement. Les protocoles complémentaires ultérieurs en fixent la réglementation**.** La mission principale de la CEDEAO est la création d’un espace communautaire d’intégration reposant sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d’établissement. Ce principe est également posé par l’article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l’Homme et est contenu dans la Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et dans celle de Kampala au niveau africain.

Les quatre pays concernés par l’étude présentent des points communs quant au cadre institutionnel de prise en charge des EJM :

* Les principaux **instruments internationaux de défense des droits humains** ont été ratifiés.
* **L’arsenal juridique en matière de protection de l’enfant** est relativement bien constitué : pour la Gambie, le socle légal de la protection de l’enfant est constitué par le *Children’Act* de 2005. Les divers volets de la protection de l’enfant sont régis dans les principaux codes tels que le *code pénal* ou *le code du travail* en Côte d’Ivoire, de même qu’au Sénégal où la protection de l’enfant est consacrée, entre autres, dans le code de la famille, code pénal ou encore le code de procédure pénale. Enfin, le Code de l’enfant de l’enfant de 2008 constitue la base légale de la protection de l’enfant en Guinée.
* Néanmoins, **les mesures légales de protection sont très peu appliquées**, notamment du fait du manque de ressources humaines (trop peu et peu formées) et matérielles.
* La **politique migratoire** est encore en chantier dans chacun de ces pays, sauf en Gambie où elle a été adoptée parallèlement à la réalisation de l’étude, créant un important vide juridique dans la prise en charge des personnes migrantes, y inclus les EJM. C’est donc une gestion au cas par cas, sans que les services fournis soient réellement systématisés.
* Au niveau institutionnel, la **question migratoire est essentiellement traitée sous l’angle de la traite**, laissant donc la majorité des EJM en dehors de la portée juridique de ces textes (si la Gambie affronte aussi la question de la migration sous l’angle de la traite, au travers de l’Agence Nationale de lutte contre la traite des personnes, elle semble être le pays le plus avancé en terme d’encadrement institutionnel inclusif de la migration au travers du Comité Interministériel pour la migration ainsi que des Unités de Migration Irrégulières).
* Les **services institutionnels de prise en charge sont généralement concentrés au niveau des capitales** (politiques ou économiques). Or leur localisation ne correspond généralement pas aux principaux axes migratoires. Ainsi, en Côte d’Ivoire, le sud est mieux pourvu en services alors que les principaux points d’entrée sont au Nord ; en Gambie, le peu de services se trouvent concentrés à Banjul alors même que la capitale se trouve excentrée par rapport au principal axe de traversé du pays passant par Ferefegne et Soma ; au Sénégal, ce sont Dakar et Thies qui concentrent la majorité des services, ces derniers étant largement saturés ; enfin, en Guinée, si peu de services existent en général, la ville de Pita a été identifiée comme particulièrement dépourvue de tout service mettant les EJM dans une situation de très grande précarité.

**Les forces observées suivant les pays :**

* En Côte d’Ivoire et en Gambie, le Système de Protection de l’Enfant intègre les acteurs communautaires dans les organes de concertation/coordination ainsi que dans le système de référencement, qu’il soit formalisé ou non. En Gambie, cette intégration se concrétise au niveau des Comités de Développement villageois et des Comités de développement des quartiers où les chefs de villages (alkalos) et les chefs de quartiers (seyfo). En Côte d’Ivoire les acteurs communautaires sont intégrés dans les mécanismes de coordination tels que les plateformes locales de protection de l’enfance et les Comités de Protection des Enfants installés dans les quartiers.
* La Côte d’Ivoire a intégré les procédures standards de la Cédéao dans un son droit domestique. Cela ne veut pas dire, en revanche, que les procédures sont systématiquement appliquées.

**Les faiblesses communes à certains pays**

* Contrairement à la Gambie et à la Côte d’Ivoire, il a été relevé à l’issue des activités de recherche de cette étude, qu’au Sénégal et en Guinée, il existe un décalage entre le droit domestique et la réalité des sociétés traditionnelles vivant dans ces pays. En effet, les cadres institutionnels et légaux de ces deux pays ne reconnaissent pas les acteurs communautaires, alors même que ces derniers jouent un rôle important auprès des EJM, que leurs pratiques soient protectrices ou non.
* Aussi, si les services apparaissent comme étant insuffisants dans les quatre pays par rapport aux besoins exprimés et/ou observés au niveau des EJM, la Guinée et, surtout, la Gambie, semblent particulièrement dépourvues de structures de réponse. A cela s’ajoute que les pratiques communautaires sont loin d’être garantes de protection pour les EJM. En Guinée, il a été observé des pratiques d’exploitation de la part de ces acteurs communautaires. Quant en Gambie, c’est plus une certaine réticence des acteurs communautaires à intervenir directement auprès des EJM qui a été observée. Il n’y a donc pas de compensation entre le système institutionnel et le système communautaire.
* Dans les quatre pays, il est également apparu une certaine inadéquation entre les services proposés et les besoins et/ou aspirations des EJM. En général, il existe une grande méfiance des EJM envers les services qu’ils soient publics ou proposés par des organismes de coopération. Ainsi, les structures de prise en charge sont perçues par les EJM, plus comme des obstacles au projet migratoire que des appuis : en général les EJM craignent d’être obligés de retourner chez eux. Il a également été exprimé par les EJM, dans les quatre pays, que les formations professionnelles ne correspondent pas à leurs souhaits professionnels. Le même problème a été identifié au niveau des centres d’accueil qui imposent des règles trop strictes et non adaptées aux adolescents et jeunes, surtout ceux et celles qui se sont habitué·e·s à une certaine liberté et autonomie au cours de leur voyage migratoire. En résumé, il y a une réelle carence en termes de participation des EJM et de prise en compte de leurs besoins au-delà des besoins purement de subsistance. Ces lacunes incitent les EJM à rester en dehors du Système de Protection institutionnel, ce qui peut revenir à vivre dans la rue et, donc, à une plus grande vulnérabilité.
* Comme déjà expliqué, les services institutionnels ne se trouvent pas forcément sur les routes migratoires, laissant de nombreux EJM livrés à eux même et sans protection.
* L’identification des filles semble être un problème récurrent dans les quatre pays. Elles sont beaucoup plus invisibilisées que leurs pairs du sexe masculin et, trop souvent, les considérations morales ou l’acceptation sociale de certaines violences basées sur le genre, font que personne ne cherche à les rendre « visibles ».
* Toujours au niveau de l’identification, on remarque que peu de services déclarent jouer un rôle à cette étape. Il semblerait donc qu’il y ait très peu de proactivité à ce niveau et que les acteurs ou services attendent que des cas urgents leur soient référés.

## ANALYSE DU CADRE INSTITUTIONNEL PAR PAYS

Côte d’Ivoire

**Le cadre légal et institutionnel** est favorable à la protection des enfants. **Un système de protection structuré et outillé existe mais il n’est pas efficace** ni efficient du fait de l’inadéquation entre les ressources humaines, financières et matérielles disponibles pour assurer la protection des enfants. En effet, la Côte d’Ivoire compte un nombre important de services sociaux et d’acteurs de protection, mais ils sont inégalement répartis sur l’ensemble du territoire national. L’on note une rareté, voire une absence de services de prise en charge aux zones frontalières du pays par lesquelles rentrent les EJM et qui sont « sensés » fournir les premiers « secours ». De plus, les services/acteurs de protection, bien que formés, ne disposent pas de ressources humaines, matérielles et financières suffisantes pour la prise en charge des EJM, d’où l’implication et la participation des ONG et des communautés dans le cadre des plateformes pour assurer une prise en charge holistiques et multisectorielle des EJM. Ce sont ces faiblesses qui expliquent la non prise en compte de tous les besoins des EJM et dans une certaine mesure, l’inefficacité de la coordination entre les acteurs.

**En dépit de ces réalités, l’étude a fait ressortir de** **bonnes pratiques** qui contribuent à assurer la continuité des activités. Il s’agit de la synergie des acteurs autour des plateformes qui permet la prise en charge multisectorielle des enfants et surtout le partage de données, d’informations et d’expériences. On relève aussi l’implication et la participation de la communauté et particulièrement des familles d’accueil qui contribue à mutualiser les efforts pour la protection des enfants.

La Guinée

Les résultats obtenus sur le terrain montrent que **les services proposés dans le cadre du SPE sont adaptés à certains besoins exprimés par les EJM** (formation professionnelle, appui en capital, hébergement d’urgence). Cependant, les services sont insuffisants en quantité, puisque tous les EJM ne peuvent pas en bénéficier. Aussi certains EJM se plaignent de ne pas voir respectées les promesses faites par les organisations internationales, ou encore, s’enfuient des centres car ils y dorment mal. Les enquêtes montrent que les programmes proposés par les organisations ne correspondant pas forcément aux attentes des EJM ou bien sont inexistants.

Mis à part Pita, **les services de prise en charge sont globalement disponibles** si l’on prend comme référence les procédures standards de la CEDEAO. Cependant, les services adaptés aux filles ne semblent pas exister à quelques exceptions près.

Bien qu’il existe diverses **plateformes de coordination** au niveau de chaque site, celle-ci est peu effective et se limite le plus souvent à une coordination technique ou programmatique. La gestion de cas des EJM ne fait pas l’objet de concertation. Depuis 2017, les acteurs clés de la protection de l’enfant ont adopté un **ensemble d’outils harmonisés pour la gestion des cas** et la gestion de l’information.

Gambie

Comme déjà mentionné, la Gambie a adopté en décembre 2020 une politique nationale de gestion de la migration.

**Le principal ministère responsable de la protection de l’enfance** est le Ministère de la Femme, de l’Enfance et du Bien-être Social, par l’intermédiaire de la Direction du Bien-être Social. Cependant, la capacité de cette direction, en termes de ressources humaines et financières, est limitée. Les responsabilités des différents ministères concernés par la protection de l’enfant ne sont pas toujours bien définies.

Il y a peu de travailleurs sociaux en Gambie et leur niveau de formation initiale est insuffisant.  Dans la plupart des cas, **les services de protection de l’enfance sont concentrés dans la région de Banjul**, avec peu de personnel au niveau régional et une décentralisation limitée des services. En ce qui concerne **le manque de services dans la zone du projet** (Soma et Farafenni), les acteurs communautaires ont un rôle crucial à jouer dans la protection de CYM. Ils sont reconnus dans le cadre juridique comme des acteurs clés et sont organisés par les divers comités soutenus par le gouvernement. Néanmoins, les entretiens menés avec les acteurs communautaires montrent un manque de connaissances sur la législation en matière de protection de l’enfance. Dans les faits, la plupart des acteurs communautaires renvoient les affaires CYM aux acteurs institutionnels, car ils ne savent pas comment répondre à leurs besoins.

Les **programmes de réinsertion ne sont pas toujours adaptés aux préoccupations des EJM** et ne ciblent pas les migrants de retour qui sont rentrés à l’intérieur du pays par eux-mêmes. Ces EJM ne reçoivent aucune aide, sauf pour ceux qui décident de rejoindre une école coranique.

Il y a des **lacunes dans les services pour les filles** et les jeunes femmes migrantes qui gagnent leur vie grâce à la prostitution. Elles ne savent pas où signaler les abus, soit parce qu’elles estiment ne pas avoir le droit de le faire, soit parce qu’elles ne connaissent aucun service qu’ils pourraient recevoir. Les soins médicaux sont conditionnés par une réquisition de la police

Le Sénégal

**Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille**, au travers de la Direction de la Protection des droits de l’enfant, est le premier organe gouvernemental responsable de la Protection de l’Enfant. Il entre pourtant en concurrence avec le Ministère de la Justice dont la Direction de l’Education Surveillée et de la Protection Sociale dispose des instruments juridiques et des structures spécialisées pour la prise en charge des enfants en danger, parmi lesquels se trouvent les enfants en mobilité. La conséquence de cette organisation administrative est que les EJM ne sont pas pris en charge au niveau institutionnel, tant que leur état judiciaire n’est pas reconnu par la DESPS.

Aussi, **les lois adoptées et composant le cadre juridique de la protection de l’enfant** sont souvent circonstancielles nées de la pression de l’instant et il n’y a pas d’étude postérieure pour justifier de l’effet de changement produit par leur adoption. Conséquence les lois existent et les situations ne changent pas. Ensuite les moyens ne suivent pas pour donner aux acteurs les capacités d’agir concrètement.

Les structures créées, soit par la loi ou préexistantes à la loi, ne se concertent pas, il n’y a pas de de cadre fédérateur efficace pour confronter les décisions, évaluer celles déjà prises et rectifier au besoin. Par conséquent, beaucoup de services se chevauchent ou se contredisent, voire même s’opposent pour gagner les financements des bailleurs.

# Analyse des routes migratoires

## ANALYSE DES ROUTES MIGRATOIRES AU NIVEAU REGIONAL

Globalement, au niveau des 4 pays, 54% des EJM participants aux enquêtes et focus groupes sont passés par un seul pays. Ils sont donc en migration interne. 38% sont passés par 2 pays et 4% par 3 pays. Seulement 4% sont passés par 4 pays ou plus. Quant aux EJM de retour, la moitié a traversé 2 pays pour revenir.

58% des EJM avait pour destination de départ l’Afrique de l’Ouest, 14% l’Europe, seulement 0,4% le Maghreb et 11% d’autres destinations (souvent sur le continent américain). Le moyen de transport le plus utilisé pendant la migration est le taxi, bien que seulement 20% des répondants l’aient mentionné.

Sur la globalité des EJM, la moitié a voyagé seule et l’autre moitié en groupe. Si l’on compare le mode de voyage des enfants (moins de 18 ans) et des jeunes (18 ans et plus), on aperçoit une légère différence puisque 57% des enfants voyagent en groupe contre 43% des jeunes.

## ANALYSE DES ROUTES MIGRATOIRES PAR PAYS

Côte d’Ivoire

**La Côte d’Ivoire** est avant tout un pays de destination pour les enfants et jeunes ressortissants des pays de la Sous-Région et, notamment, les pays frontaliers comme le Mali et le Burkina Faso. C’est aussi un pays de départ mais, contrairement aux trois autres pays, ce sont en grande majorité des départs vers l’Europe (la migration interne et régionale a été observée dans une moindre mesure).

Les principaux points d’entrée en Côte d’Ivoire sont les zones frontalières du Mali et du Burkina Faso, à savoir, les villes de i) Ouangolodougou par les postes frontaliers de Pogo et de Laléraba, ii) Tengrela et d’Odienné. Ces migrants, quels que soient leur profil, convergent vers la ville de Korhogo considérée comme la capitale du Nord pour descendre jusqu’à Bouaké. Si le périple des enfants et jeunes étudiants coraniques ne les conduit pas au-delà de la ville de Bouaké, les EJM travailleurs ou en quête d’emploi, en plus de se déployer dans les zones aurifères du Nord, du Nord-est, du Nord-ouest et du Centre Nord, poursuivent leurs routes vers les zones cacaoyères du centre-ouest, de l’ouest et du sud-ouest du pays pour les plantations de café et de cacao. Quel que soit le profil, la voie terrestre (camion, car, marche) sont les moyens de transport généralement utilisés par les EJM en mobilité**.**

La Guinée

**La Guinée** est avant tout un pays de migration interne et de départ. Les enfants et jeunes migrants rencontrés sont, dans leur majorité, dans un projet de migration continue avec l’Europe comme objectif final.

Depuis la **Guinée**, les peuples côtiers, les pêcheurs, empruntent la voie de la côte pour remonter progressivement vers les îles canaries, suivant les berges, empruntant des embarcations maritimes et terrestres, et séjournant chez des parents qui se sont sédentarisés et hébergent les ressortissants de la zone. Ils remontent à partir de Labé, Mamou ou Dallaba, passent à la frontière par Koundara, avant de remonter vers la Casamance (ils s’arrêtent parfois vers Kolda), la Gambie jusqu’à Dakar où séjourne une forte communauté d’accueil déjà bien établie. Pour les EJM souhaitant se rendre en Europe, ils tentent de rejoindre l’Algérie ou la Libye (principaux pays de sortie vers la méditerranée). Il est de tradition de prendre l’Est vers Tambacounda, pour remonter vers le Mali puis Agadez au Niger.

La Gambie

La Gambie, de par sa situation géographique, est un pays de transit. C’est aussi largement un pays de migration interne (rural vers les villes) et de départ vers le Sénégal majoritairement, en ce qui concerne la migration régionale. Comme pour les EJM guinéens, le projet de migration vers l’Europe appelé le « backway » est présent dans l’esprit, à la fois des familles et des EJM. Enfin, la Gambie est un pays de destination, dans une moindre mesure, surtout pour les EJM ressortissants du Sénégal qui viennent y travailler, mais surtout, s’y marier.

Bien qu’il ne semble pas que l’inauguration du pont entre Soma et Farafegne ait eu un impact sur la densification de la migration des enfants et des jeunes, les deux villes demeurent des points de concentration d’EJM. Le port de Barra, situé au nord de l’estuaire du fleuve Gambie (en face de Banjul) serait toujours un point de sortie maritime pour la migration clandestine et, surtout, dangereuse. Les candidat·e·s à cette route migratoire, rejoignent d’abord les côtes sénégalaises avant de repartir pour tenter de rejoindre les îles Canaries.

Le Sénégal

**Le Sénégal**, comme le montre l’actualité de cette fin d’année 2020[[5]](#footnote-5), est un pays de départ (migration interne, migration régionale mais aussi vers l’Europe). Des EJM ressortissants du Sénégal, mais aussi de la sous-région, notamment des trois autres pays de l’étude, se trouvent en transit au niveau de Dakar ou sur la côte (Depuis M’Bour jusqu’à Saint-Louis) dans l’attente d’une opportunité pour rejoindre l’Europe par voie maritime ou terrestre.

Le Sénégal est aussi un pays de destination, même si c’est plus exactement, sa capitale Dakar, qui est une destination pour de nombreux EJM venus de toute la sous-région. Les villes de Kolda, Kaolak et Tambacounda sont donc surtout des villes de départ et de transit vers la capitale (ou vers le Mali, dans le cas de Tambacounda).

III. Recommandations pour le projet PROTEJEM

**Quant à la prise en compte de la perspective de genre :**

* La présente étude a confirmé que les filles et jeunes femmes migrantes sont beaucoup plus « invisibles » que les garçons et jeunes hommes, alors même que le sexe féminin constitue une vulnérabilité supplémentaire, justifiant une prise en charge spécifique. Des stratégies spécifiques d’identification de ces jeunes filles, qu’elles soient travailleuses du sexe, domestiques, femmes seules avec enfants, ou encore jeunes femmes mariées dépendantes de leur mari, doivent être mises en place. Pour cela le projet peut s’appuyer sur les leaders communautaires, les pairs ou les EJT. Des activités de communication/sensibilisation doivent aussi avoir lieu auprès des familles pour, qu’à leur tour, elles acceptent de laisser les filles participer aux activités que proposerait le projet.
* Au vu du grand nombre de filles victimes de violences, raisons ou conséquences de la migration, il semble essentiel de mettre en place des cellules d’écoute et de prise en charge médicale au niveau des structures de santé des zones d’intervention des projets. Un système pilote de santé communautaire centré sur les VBG pourrait être mise en place par le projet : des agents de santé communautaire pourraient proposer aux filles et femmes les plus vulnérables un service de santé basé principalement sur l’information et le référencement vers les services de santé existants.
* Enfin, les filles et les jeunes femmes doivent prendre conscience de leurs droits et de l’existence des services (lorsqu’ils existent). Ce manque de connaissances, ainsi que la crainte du jugement de la communauté, présentent les principaux freins à leur accès à la prise en charge. Des groupes de parole pourraient être organisés avec ces jeunes femmes afin de leur offrir l’opportunité de s’exprimer et de débattre entre pairs sur leur place dans la société. Dans le cadre de ces débats, elles seront plus réceptives à l’information qui leur sera fournie sur leurs droits et leurs mécanismes de défense.

**Quant à l’identification des EJM les plus vulnérables :**

* L’identification des EJM en situation de grande vulnérabilité par les services est, le plus souvent passive. Les cartographies montrent que ce sont, avant tout, les acteurs communautaires qui signalent les cas d’EJM en danger et les réfèrent souvent à la police. Il doit y avoir plus de proactivité dans cette identification de la part des services de protection (pas seulement des forces de sécurité) avec, bien sûr, la garantie de pouvoir apporter, au minimum, une réponse aux besoins urgents.
* Aussi, la méfiance des EJM ressort de manière récurrente dans les témoignages des services de protection comme obstacle à la prise en charge. Cette méfiance a également été remarquée par les enquêteurs lors de la réalisation de cette étude. La confiance ne pourra être acquise qu’au travers de l’écoute des EJM et de la mise à leur disposition d’une information fiable. La mauvaise qualité des services, notamment dans les centres, est également un motif, pour les EJM, de ne pas vouloir en bénéficier. Il est donc important d’améliorer les services au travers de la réhabilitation des structures d’accueil, souvent vétustes, et de la formation du personnel.
* Il est également recommandé d’identifier des « portes d’entrée » au niveau de la communauté. Ces leaders communautaires, pour la plupart, permettent de gagner la confiance des familles et des propres EJM. Les membres des groupes d’enfants et jeunes travailleurs (EJT) sont également d’un grand appui pour l’identification des EJM vulnérables.
* Enfin, il semble nécessaire que les travailleurs sociaux du projet PROTEJEM ou de ses partenaires, se rendent sur les lieux de vie des EJM, même lorsque ces zones sont considérées hostiles ou insalubres (décharges, marchés pendant les horaires nocturnes), afin d’identifier les EJM qui y vivent. Cela permettrait d’établir une communication directe ainsi que des liens de confiance, point de départ d’une prise en charge respectant l’intérêt supérieur de l’enfant. En effet, SCI et Tdh sont souvent perçues par les EJM comme des organisations qui rapatrient les personnes migrantes. Pour ce faire, un protocole de sécurité devra être mis en place et les risques mesurés.
* En lien avec ce dernier point, il serait pertinent d’identifier des EJM volontaires pour être des relais entre leur communauté migrante et les travailleurs sociaux. Ils pourraient être formés sur les compétences de base du travail social et, ainsi, être en mesure d’appuyer leurs pairs, les informer et les orienter vers des solutions de migration non dangereuses.
* Dans la stratégie d’identification, toujours dans le souci de gagner la confiance des EJM les plus vulnérables, il est important d’adopter des discours et techniques de communication adaptés à chaque profil et âge. Il est d’ailleurs recommandé de pratiquer l’écoute en premier lieu, afin de pouvoir fournir des informations et orientations adaptées aux préoccupations des EJM.

**Quant à la participation des EJM dans la communauté et dans les prises de décision politique :**

* La participation des EJM fait l’objet de recommandations de manière transversale. Cependant, telle que la perspective genre, son importance est telle qu’elle mérite d’être traitée dans ce paragraphe spécifique. En effet, certains EJM rencontrés expriment être partis du fait qu’ils ne trouvaient pas leur place dans leur famille ou encore, ne pas se sentir intégrés à leur retour de migration. Il est donc crucial de donner la voix aux enfants et jeunes en leur offrant des espaces pour eux et elles mais aussi pour qu’il·elles puissent s’exprimer au sein de leur communauté. Ces espaces peuvent être crées au niveau de structures institutionnelles (centres de jeunes, maisons des jeunes), mais aussi au niveau des membres de la communauté. Il est possible, par exemple, d’organiser des réunions privées autour d’un thé traditionnel.
* En lien avec ce sentiment d’exclusion sociale, communautaire ou familiale, exprimé par les EJM ou ressentis dans leurs témoignages, lorsque ces derniers le souhaitent, leur prise en charge devrait inclure la médiation familiale avec la famille d’origine ou avec des membres de la famille identifiés comme étant bienveillants. Pour que la médiation familiale puisse être mise en œuvre de manière constructive et dans le respect de l’intérêt supérieur de l’enfant, un effort important doit être fait au niveau de la formation des parties prenantes. La rupture familiale est, en effet, une des principales vulnérabilités identifiées.
* Les enfants les plus jeunes, travailleurs ou étudiants coraniques, expriment parfois leur besoin de jouer. Même s’il·elle·s ne l’expriment pas, c’est un aspect essentiel de leur développement physique et intellectuel qui doit être couvert par les acteurs et services de protection. Il est donc pertinent que le projet, non seulement, mette en place des espaces de jeu et de création artistique, mais aussi forme des professionnels et leaders communautaires sur la mise en œuvre de ces activités.
* Les jeunes, quant à eux, veulent que leurs aspirations professionnelles soient mieux prises en compte dans les projets de formation et/ou insertion professionnelle qui leur sont proposés. Il semble que nombre d’entre eux ne vont pas au bout de leur processus de formation pour cette raison. De vrais projets de vie devraient être élaborés avec les jeunes bénéficiaires et non des orientations pédagogiques réalisées en fonction des seules formations professionnelles proposées par les projets.
* La plupart des enfants rencontrés dans le cadre de l’étude ne sont pas scolarisés. Il faudrait créer des passerelles entre les structures de prise en charge et les écoles publiques. Une autre solution serait de renforcer les centres d’accueil, d’hébergement ou de jour pour qu’ils offrent un service d’éducation de manière durable. En effet, l’éducation est aussi un outil de participation des enfants.

**Quant à l’amélioration de la prise en charge des EJM :**

* Les cadres légaux doivent intégrer, en leur sein, des instruments juridiques harmonisés prenant en compte les EJM comme bénéficiaires de droits quel que soit leur profil (traite, travail, études religieuses, études formelles, mariage, abandon…). Save the Children et Terre des hommes doivent donc jouer un rôle actif dans l’accompagnement des quatre gouvernements dans l’élaboration et/ou la validation des stratégies nationales de migration inclusives. Les procédures standard de prise en charge des enfants en mobilité de la CEDEAO doivent aussi être intégrées dans le cadre normatif de chacun des quatre pays.
* Comme déjà mentionné dans le paragraphe consacré à la participation des EJM, la prise en charge des EJM doit se baser sur l’intérêt supérieur de l’enfant, principe souvent proclamé mais rarement appliqué. Or, il est crucial que les services de prise en charge s’adaptent à la réalité de ces EJM qui ont souvent exprimé le besoin d’être écouté, de jouer ou d’avoir une certaine liberté.
* Dans les quatre pays, la plupart des structures rencontrées disent offrir un service d’appui psychosocial. Cela est sûrement dû au fait que ce n’est pas un service impliquant des coûts logistiques importants. Si le temps d’enquête n’a pas permis d’évaluer le niveau de ce service dans les différents sites, il est sûrement nécessaire d’apporter une formation solide afin que les pratiques mises en œuvre soient réellement protectrices. Plus généralement, la formation sur le travail social devrait être proposée à l’ensemble du personnel impliqué dans les structures de prise en charge.
* La prise en charge au niveau communautaire doit être mieux intégrée dans le système de protection afin d’éviter les situations d’exploitation et d’abus. Les quatre pays connaissent des expériences sporadiques de mise en place de famille d’accueil. Au vu des manquements des acteurs communautaires quant à leur rôle protecteur ou à leur non-action, il pourrait être intéressant de promouvoir cette pratique, tout en renforçant les capacités des familles et en les accompagnant. Il serait donc intéressant que le projet PROTEJEM identifie dans chaque pays, un pool de familles d’accueil qui pourront être formées et suivies, en collaboration avec le ministère de tutelle de chaque pays.

**Quant au renforcement de la coordination des acteurs :**

* Les mécanismes de coordination (tables de coordinations, groupes de travail, comités interministériels) existent dans les quatre pays. Il n’est donc pas nécessaire d’en créer de nouvelles. Le rôle de SCI et Tdh est important pour redynamiser ces mécanismes et, surtout, assurer que l’approche de l’accompagnement protecteur de l’enfant, est bien prise en compte. Pour cela, les autorités compétentes peuvent être accompagnées dans l’élaboration de termes de références et de feuilles de routes propres à chaque mécanisme de coordination.
* Les acteurs communautaires ainsi que les EJM et les EJT, doivent être mieux intégrés dans les mécanismes de coordination. Cette reconnaissance des acteurs communautaires peut passer par l’adoption de règlements les mentionnant comme membre des mécanismes ciblés.

**Quant à l’adaptation du projet PROTEJEM au contexte de la pandémie de Covid-19 :**

* La pandémie a affecté les services qui ont ralenti du fait de la non-disponibilité du personnel sommé de rester chez eux ou du fait de la diminution des fonds. L’identification et l’accueil des EJM a également diminué dans le souci de respecter la distanciation sociale. Certains services ont également réorienté leurs activités vers la santé. Les structures doivent être appuyées et formées afin d’être en mesure d’assurer la continuité de leurs services de protection tout en respectant les mesures de prévention des contaminations recommandées.
* Les EJM témoignent en grand nombre avoir été privés de leurs ressources économiques du fait de la pandémie. Cette situation augmente leur niveau de pauvreté et, par conséquent, leur vulnérabilité face aux risques d’abus, d’exploitation ou encore de migration dangereuse. Dans le cadre de la pandémie, des activités de cash transfer pourraient permettre aux EJM bénéficiaire de traverser la crise sans que leur situation de vulnérabilité soit augmentée. Ces dons d’argent sont, avant tout, des mesures de protection sociale. En tant que tels, ils doivent être attribués sur critères sociaux évalués suite à une enquête sociale. Les bénéficiaires doivent faire l’objet d’un suivi et accompagnement par des travailleurs sociaux. Si le dispositif d’accompagnement ne peut pas être mis en place, l’activité de cash-transfer serait vouée à l’échec.
1. Les acteurs communautaires qui ont participé aux groupes de discussion au Sénégal ne sont pas comptabilisés (seul le nombre de groupes est connu). [↑](#footnote-ref-1)
2. Cadre Stratégique de la CEDEAO pour le Renforcement des Systèmes Nationaux de Protection de l’enfant en vue de prévenir et de répondre aux Violences, Abus et Exploitations des Enfants

en Afrique de l’Ouest, 2018 et les procédures standards de prise en charge des enfants en mobilité de la CEDEAO, 2018. [↑](#footnote-ref-2)
3. L’étude de 2009 propose les 4 catégories suivantes : « enfants en situation de mobilité », « enfants sortis temporairement ou durablement de la mobilité », « enfants mobiles potentiels » et « enfants dont les proches sont partis en mobilité ». Les 2 dernières catégories n’entrent pas dans le groupe cible du projet PROTEJEM. [↑](#footnote-ref-3)
4. Chaque EJM pouvait donner plusieurs raisons à leur départ en mobilité. [↑](#footnote-ref-4)
5. Parmi les plus de 8000 personnes migrantes ayant atteint les îles canaries en pirogue entre octobre et novembre 2020, la majorité sont Sénégalais. [↑](#footnote-ref-5)